

AVIS DE LA CSL SUR LE BUDGET DE L'ÉTAT 2026

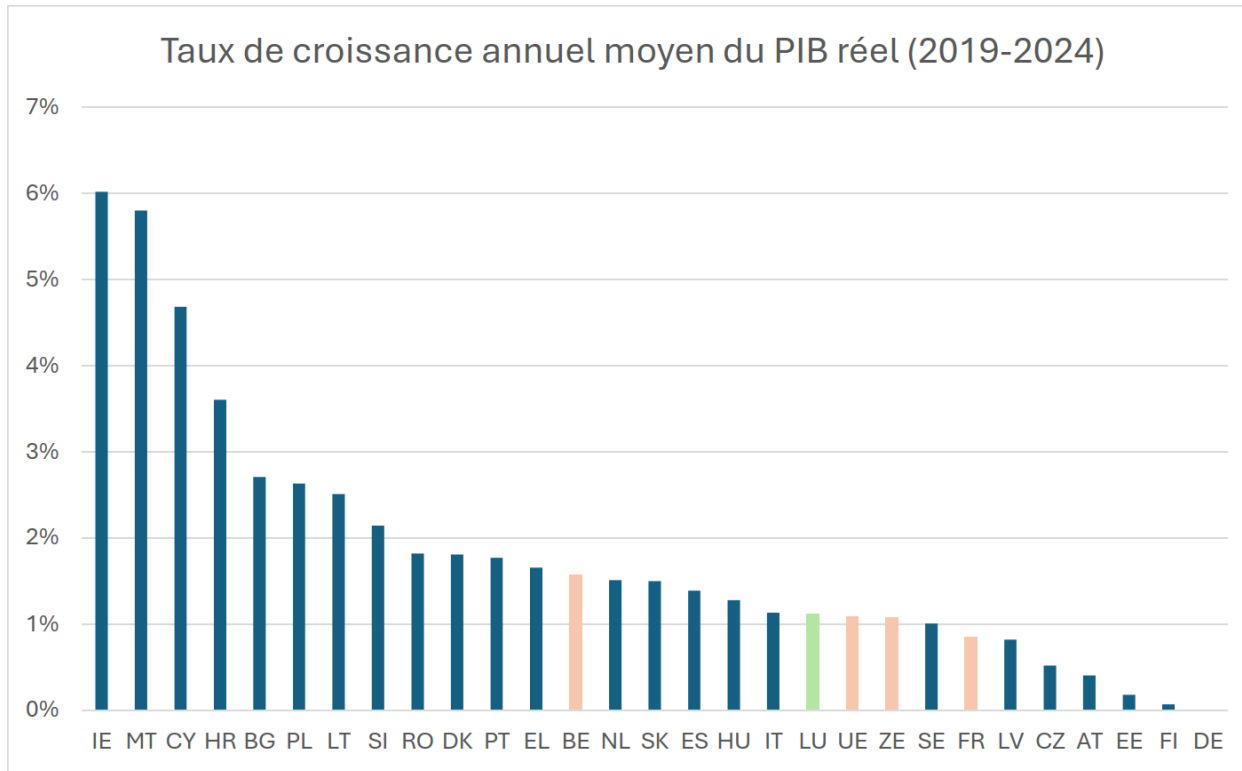
Conférence de presse

20 novembre 2025

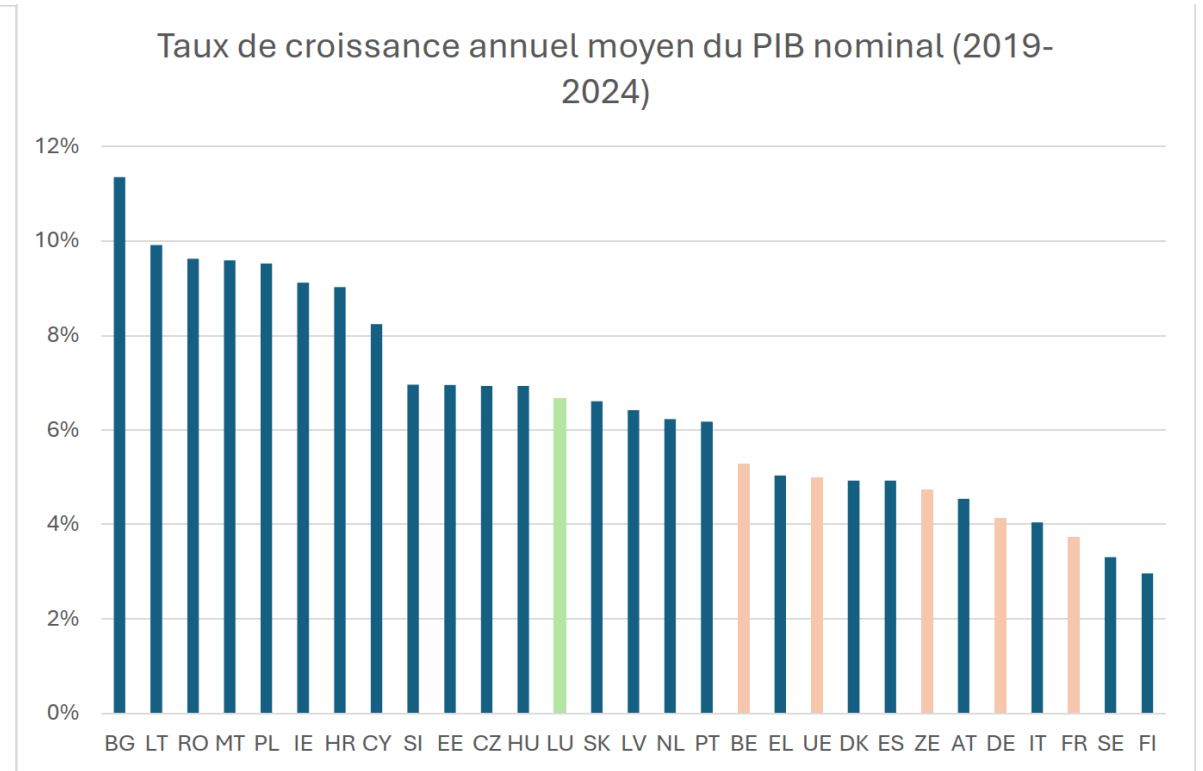
PLAN DE L'EXPOSÉ

- Situation économique
- Situation budgétaire
- Investissements publics
- Pauvreté et exclusion sociale
- Fiscalité

SITUATION ÉCONOMIQUE



Données : Eurostat ; Calculs : CSL



Données : Eurostat ; Calculs : CSL

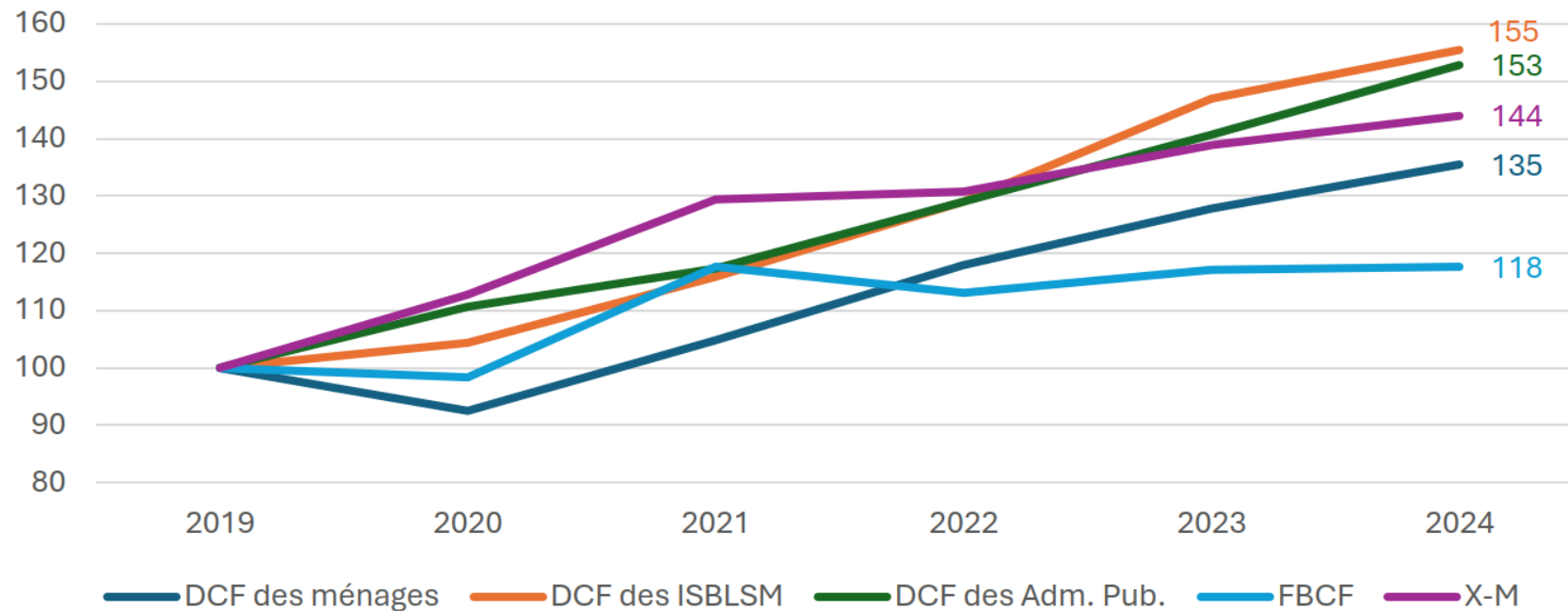
Évolution des recettes publiques liée à celle du PIB nominal

20 novembre 2025

3

SITUATION ÉCONOMIQUE

Évolution des différents agrégats du PIB nominal -
Approche dépenses (base 100 = 2019)

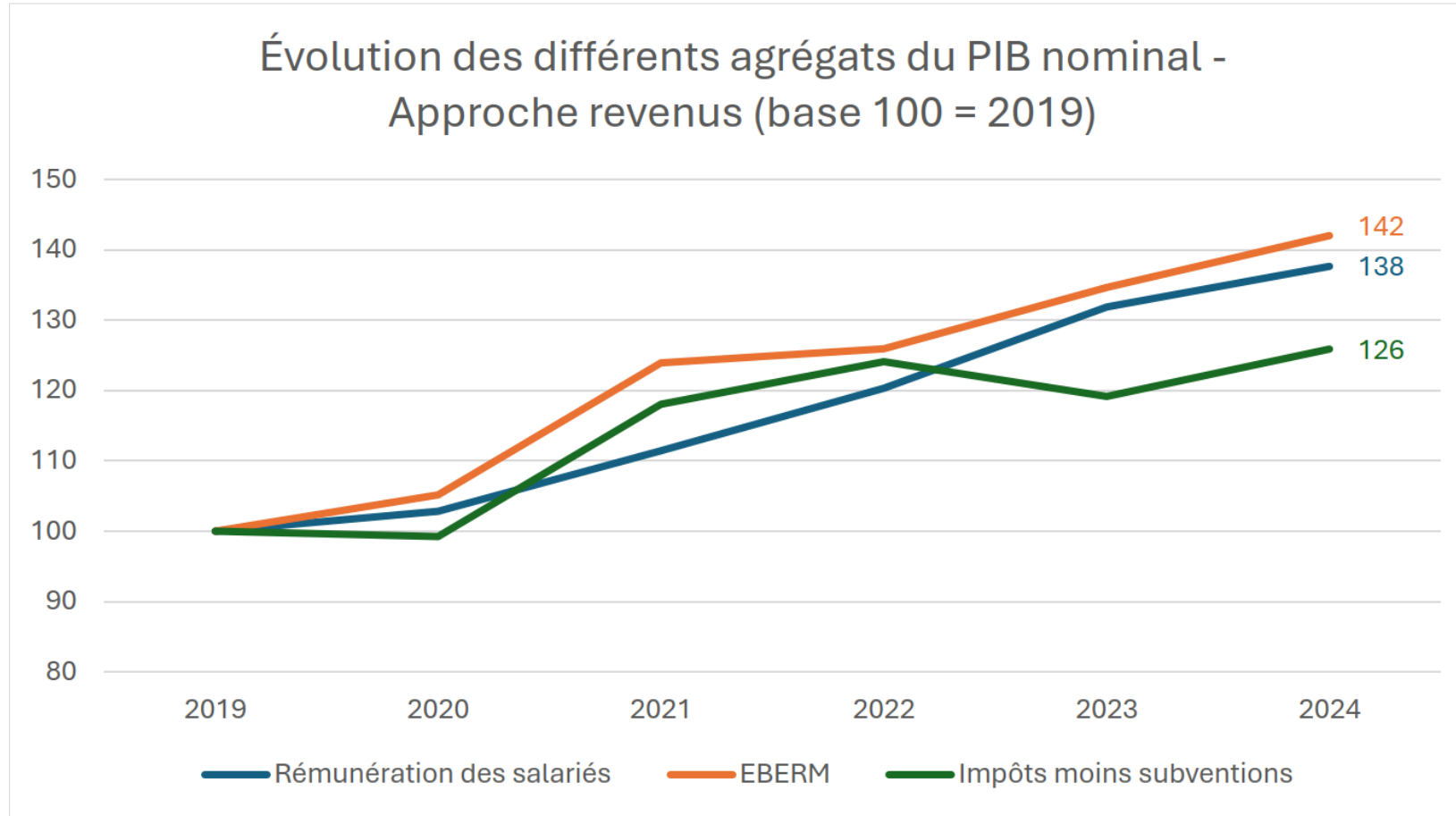


Évolution négative en termes réels des investissements en raison des entreprises, et des exportations nettes

Nécessité de soutenir la demande interne, donc le pouvoir d'achat des ménages

Données : Comptabilité nationale ; Calculs : CSL

SITUATION ÉCONOMIQUE



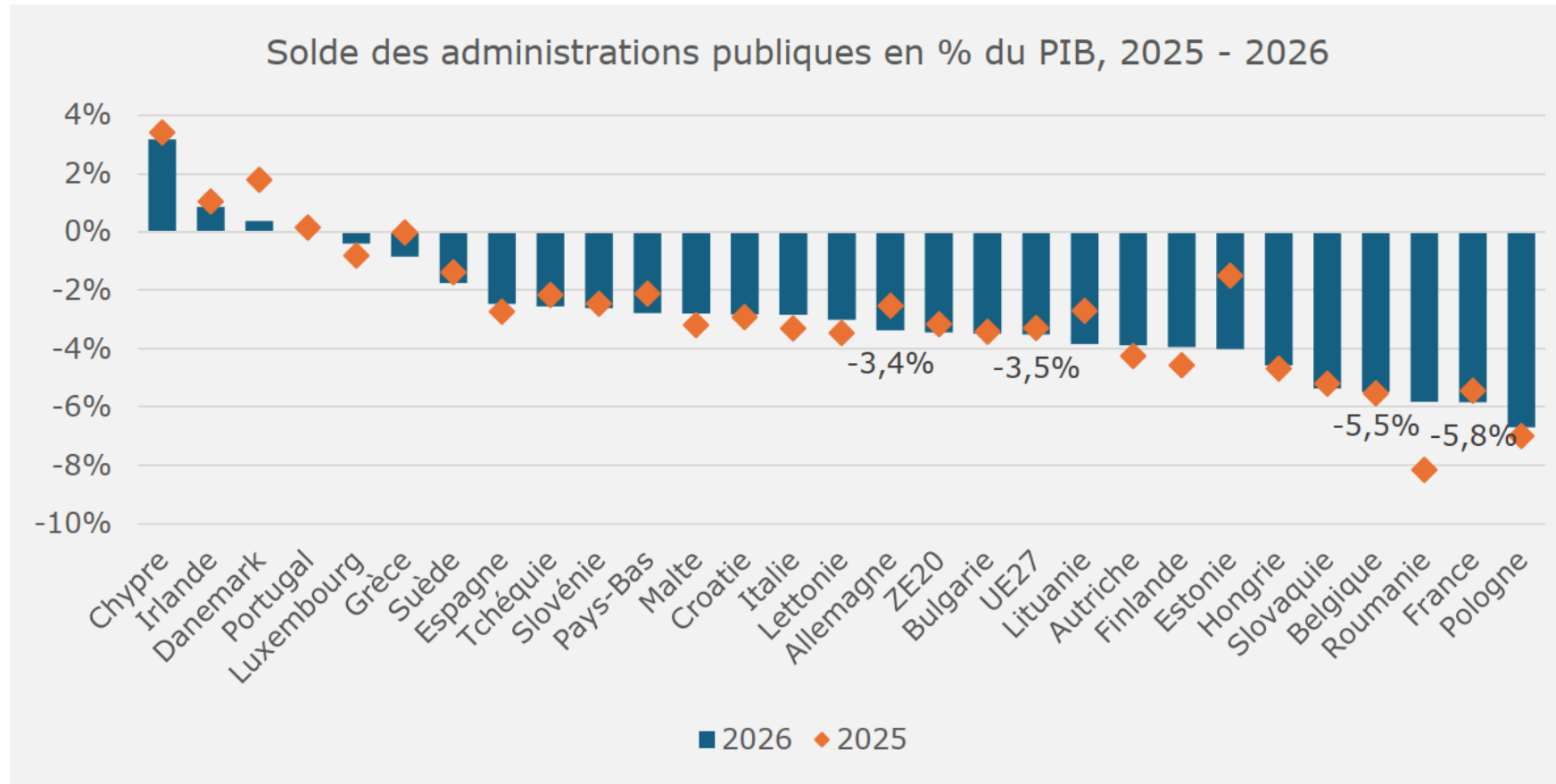
Les salaires
augmentent moins
vite que
l'excédent brut
d'exploitation des
entreprises

Données : Comptabilité nationale ; Calculs : CSL

EMPLOI ET CHÔMAGE

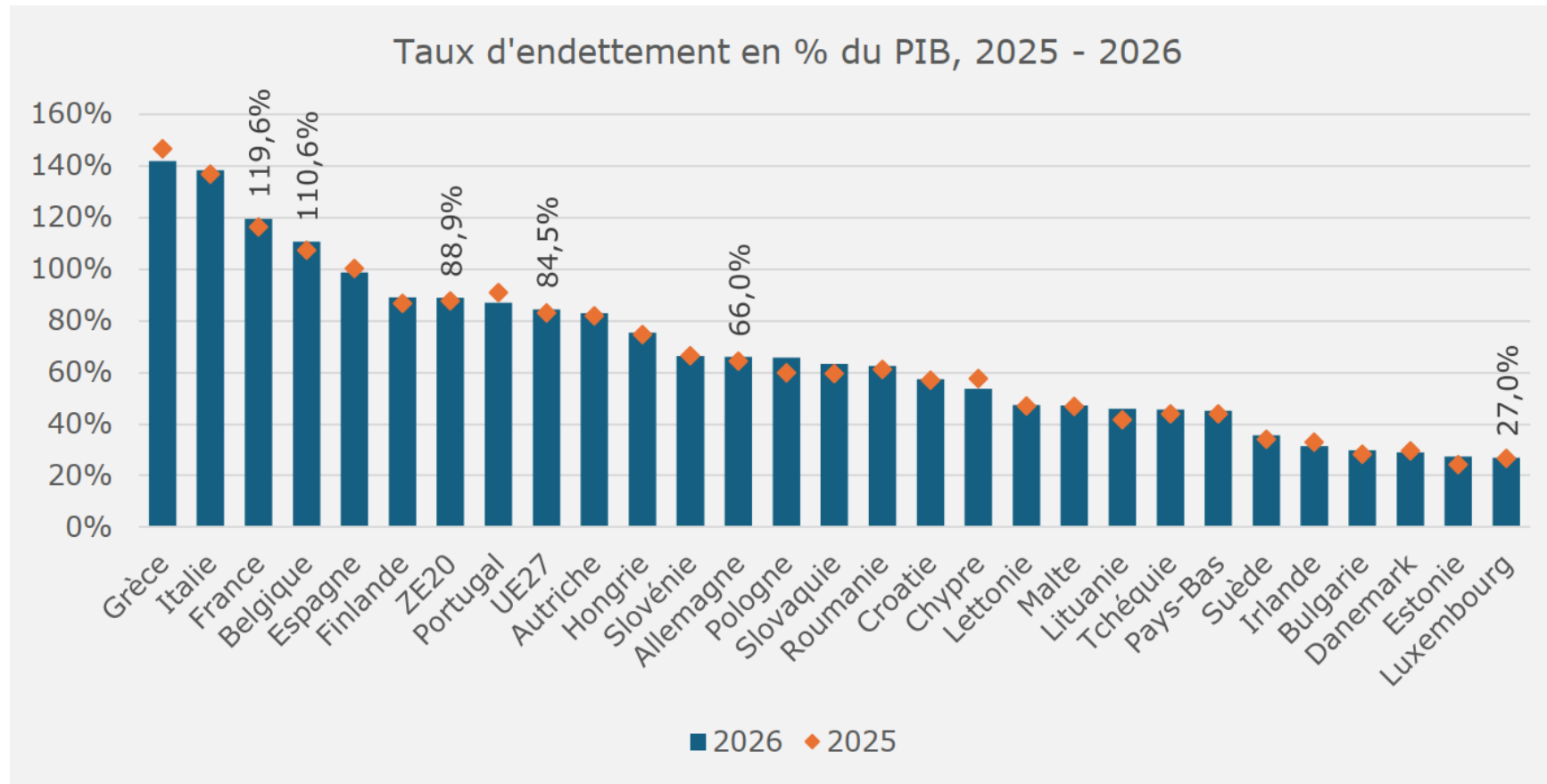
- 2024 et 2025 : ralentissement de la création d'emplois et hausse du taux de chômage
- Reprise de l'emploi et baisse du chômage en vue
- Secteurs porteurs : administration publique et santé
- Précarité renforcée : la part des CDD augmente
- Situation plus problématique pour les chômeurs âgés et moins qualifiés
- Forte augmentation des dépenses en matière de reclassement professionnel

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES



Données : World Economic Outlook (FMI), sauf pour Luxembourg : Projet de budget 2026.

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

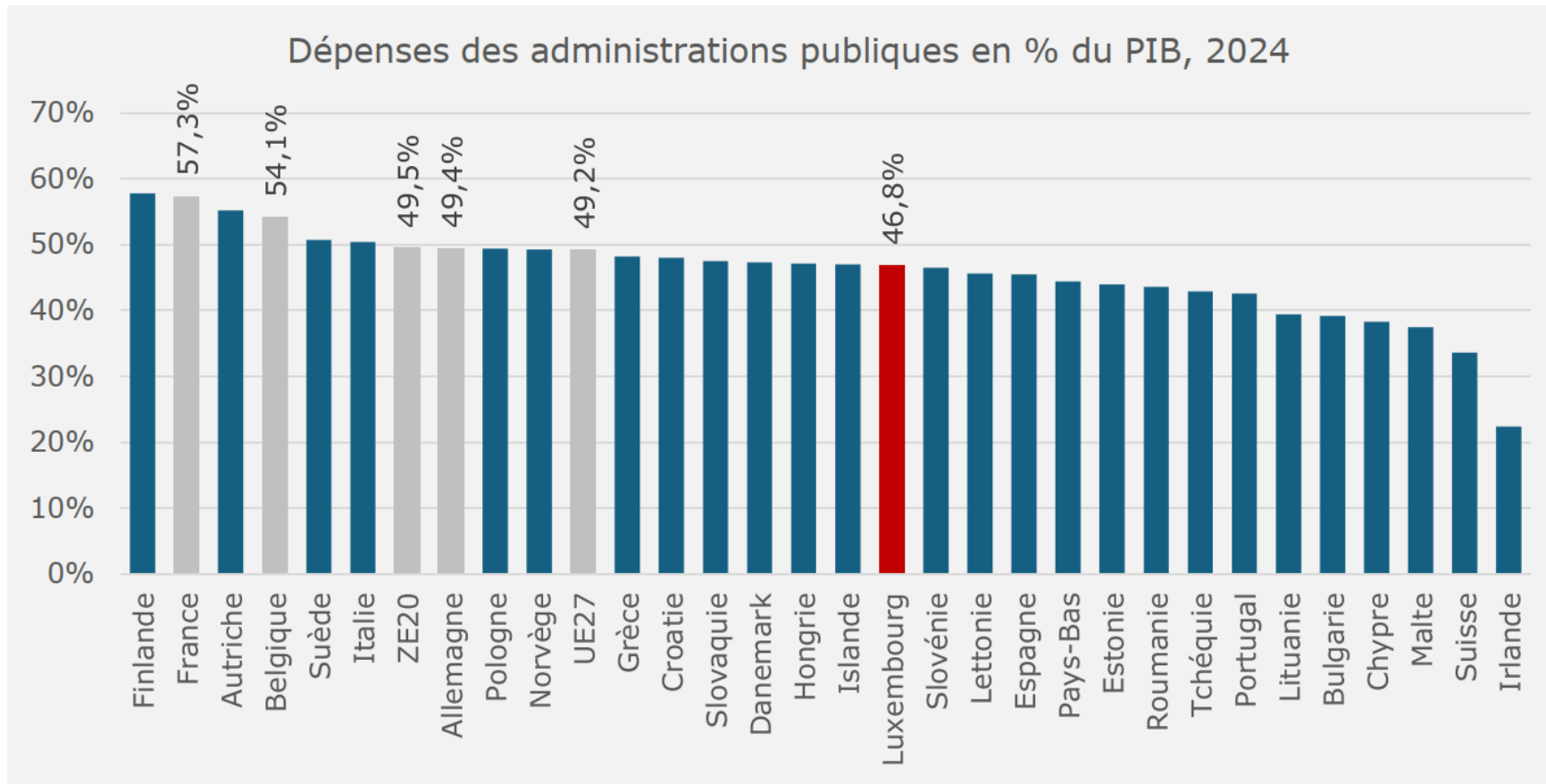


Données : World Economic Outlook (FMI), sauf pour Luxembourg : Projet de budget 2026.

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

- Position nette financière positive des Administrations publiques, mais aussi de l'Administration centrale seule
- Excédent courant → Règle d'or des finances publiques respectée
- Dynamique plus soutenue des impôts indirects
- Mais relance des recettes de l'impôt retenu sur les traitements et salaires → non-adaptation du barème à l'inflation → augmentation de la charge fiscale des ménages
- Baisse annoncée de l'impôt sur le revenu des collectivités pour 2027

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES



Présentation trompeuse du pourcentage des transferts sociaux

Présentation non-transparente des dépenses pour le PIB Bien-être

Données : Budget pluriannuel 2026 – 2029 ; calculs : CSL.

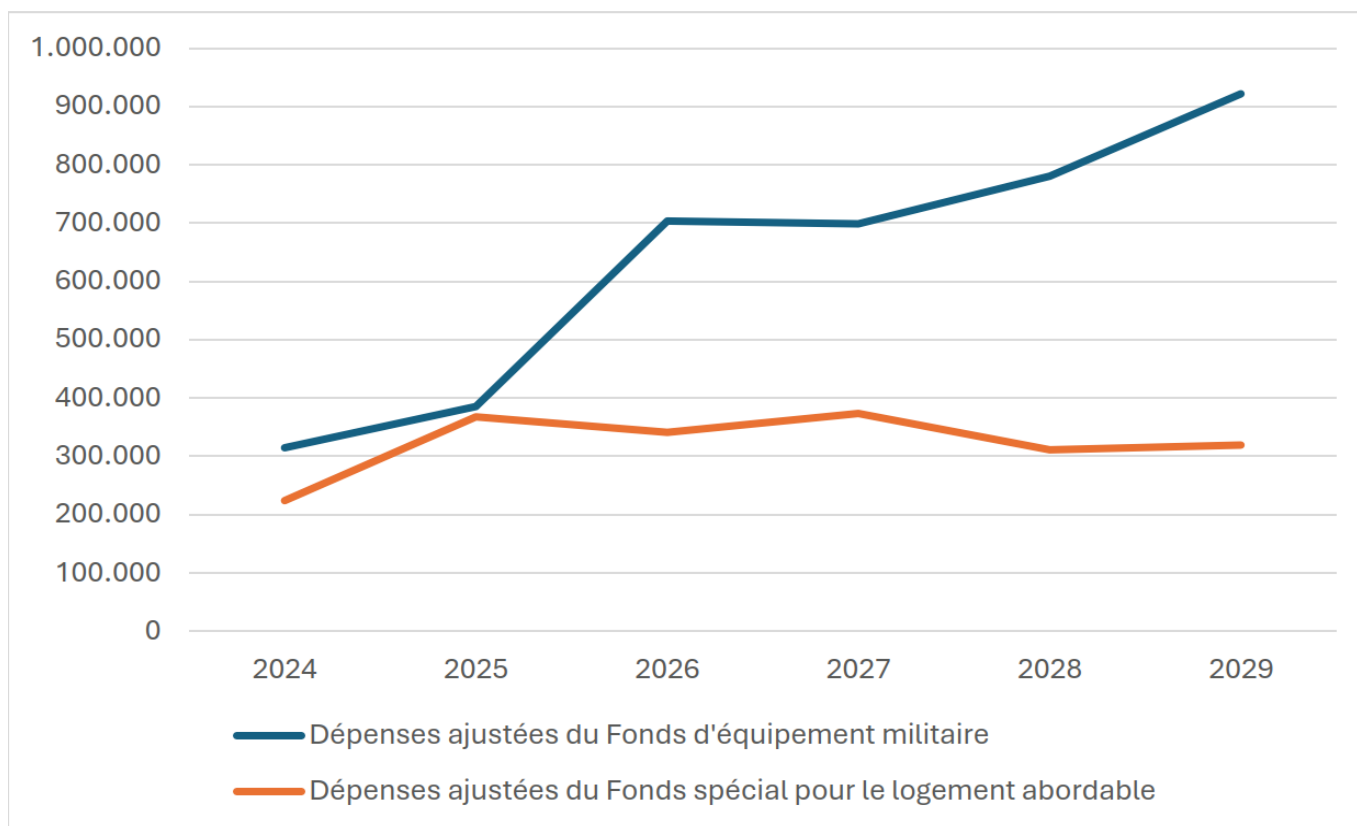
INVESTISSEMENTS PUBLICS

- Niveau élevé des investissements publics qui expliquent le déficit public :
solde de l'Administration centrale sans investissements : + 3 milliards
- Les investissements des sociétés à la traîne, notamment en matière de recherche
- Les investissements publics nets sont élevés, mais leur part diminue (exemple Fonds du rail)
- Le fonds des raccordements ferroviaires internationaux n'investit plus ...

INVESTISSEMENTS PUBLICS - DÉFENSE

- 2% du RNB → 5% du RNB en 2035 (ce seraient 3,2 milliards en 2026)
- Forte augmentation des dépenses dues aux engagements internationaux du Luxembourg
- Plutôt mobiliser les ressources financières pour la politique climatique internationale, la réduction des inégalités, l'aide au développement et l'autonomie stratégique
- L'augmentation des dépenses de défense ne doit pas aller au détriment des politiques sociales et environnementales

INVESTISSEMENTS PUBLICS – DÉFENSE VS. LOGEMENT



Calculs et Graphique : CSL.

INVESTISSEMENTS PUBLICS - LOGEMENT

- Crise du logement s'accroît
- Dépenses prévues de 2026-29 (1,3 milliards) du Fonds spécial pour le logement abordable ne correspondent pas aux annonces (2 milliards)
- Tendence à la baisse à partir de 2027 (et diminution par rapport au budget pluriannuel précédent)
- Nécessité de
 - Mesures structurelles pour mobiliser les terrains disponibles (fiscalité dissuasive)
 - Protection des locataires
 - Accroissement substantiel de l'investissement public dans le logement abordable

INVESTISSEMENTS PUBLICS – TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- Respect de la trajectoire globale de réduction des émissions CO₂ jusqu'à présent ... objectif 2030 en danger !?
- Baisse réelle des dépenses du Fonds climat et énergie
- Une compensation sociale de la taxe carbone inférieure aux annonces politiques
- Renforcer et faciliter l'accès aux aides à l'assainissement énergétique pour les ménages à revenus modestes

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS

- Des indicateurs sociaux toujours alarmants
 - Jeunes adultes : taux de risque de pauvreté de près de 30%
 - Familles monoparentales : 31,8%
 - Familles nombreuses : 38,5%
 - Travailleurs pauvres : 1 sur 7, triste record européen
 - Femmes

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS

- Nécessité d'un plan d'action contre la pauvreté comprenant des mesures imminentes
 - Augmentation structurelle des prestations familiales
 - Augmentation du salaire social minimum (directive européenne)
 - Augmentation de la pension minimale
 - Adaptation du barème d'aides pour l'accueil gériatrique
 - Mesures nécessaires pour les jeunes adultes

POLITIQUE FISCALE

- Crédit d'impôt CO2 : adaptation des seuils d'éligibilité
- Nécessité de plus de justice fiscale
- Adaptation du barème à l'inflation, adaptation des crédits d'impôts, sinon augmentation de la charge fiscale
- Imposition plus conséquente des revenus du capital et du patrimoine

CONCLUSION

- Une situation économique encore fragile, mais comparativement meilleure qu'ailleurs → nécessité de soutenir la demande interne
- Une situation des finances publiques saine et une des meilleures dans l'UE
- Des investissements publics élevés, mais stagnant sur la période pluriannuelle, sauf pour le volet défense
- Des indicateurs sociaux toujours alarmants, mais pas de mesures concrètes
- Une politique fiscale qui ne s'attaque pas aux questions de justice fiscale

→ Manque d'opportunité pour un revirement politique

**YOU'LL
NEVER
WORK
ALONE.**



CHAMBRE DES SALARIÉS
LUXEMBOURG

MERCI

pour votre attention
